

DOC-11-18-09

## CDPH ET PAYS EUROPÉENS

Document destiné à **l'information et à la discussion**

### 1. Introduction et objectif

Ce document vise à donner une brève mise à jour aux membres du Conseil sur l'examen passé et à venir des États européens par le Comité de la CDPH et les travaux du FEPH sur la promotion de la mise en œuvre de la CDPH.

### 2. Questions destinées au Conseil d'administration

- Avez-vous des suggestions sur la manière dont le FEPH peut améliorer son action en faveur de la CDPH et sur la formation aux droits de l'homme qui pourrait être dispensée en 2019 au Conseil d'administration et aux membres du FEPH ?
- Sur quels autres organes conventionnels des Nations Unies travaillez-vous ou souhaiteriez-vous travailler ?

### 3. Mise à jour du Comité de la CDPH

La 20<sup>e</sup> séance du Comité de la CDPH et son 10<sup>e</sup> groupe de travail préalable ont eu lieu du 27 août au 27 septembre à Genève. Le Comité a adopté des recommandations sur la **Bulgarie, Malte, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Pologne**.

**Commenté [DV1]:** Le contenu et la portée de la Convention, nous la maîtrisons de mieux en mieux dans nos associations; les général comment successifs sont l'occasion de nous arrêter sur nos modes de fonctionnement nationaux et nous permettent de véritablement cadrer nos besoins et demandes.

**Il nous manque actuellement de la connaissance quant au volet « suivi judiciaire ».** Nous savons que les cours de Justice de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe font référence dans leurs jugements à la UNCRPD lorsqu'ils apprécient de situation de discrimination, notamment dans la mise en œuvre d'aménagements raisonnables. En Belgique, nous sommes dans une situation où les réglementations urbanistiques sont soit inexistantes ou insuffisantes ( par ex ascenseurs dans les logements sociaux bruxellois ne sont pas accessibles -cfr émission « on n'est pas des pigeons ») soit pas appliquées ( sur le plan, les prescriptions d'accessibilité existent mais la mise en œuvre n'a pas été conforme) : lorsqu'il y a plainte, le Parquet classe toujours, à ma connaissance sans suite, et au civil, les personnes n'ont pas la force, ni les moyens financiers pour activer les tribunaux ; UNIA de son côté mise sur la carte de la conciliation car un mauvais jugement est souvent contreproductif pour longtemps .

**Le BDF souhaiterait demander à l'EDF et aux autres membres, leur analyse et leurs recommandations.**

**Commenté [DV2]:** A vous d'apprécier si le lieu est propice ... : il ne s'agit pas d'une question « organe » mais d'une question sur l'articulation UNCRPD et Convention Droits de l'enfant :

**Le BDF a la question suivante :** comment se fait l'articulation entre la Convention Droits de l'Enfant et la Convention Droits de l'Homme avec la nécessité d'intégrer la notion « d'intérêt supérieur de l'enfant » . il existe une distorsion dans les approches par les services sociaux, juges, ... entre la situation de l'enfant élevé par des parents toxicomanes, alcooliques... et celui de l'enfant élevé par des parents porteurs de déficiences mentales. L'idée n'est absolument pas d'opposer les 2 groupes mais d'avoir des informations sur l'articulation entre le droit à la parentalité des personnes handicapées et l'intérêt supérieur de l'enfant



Il a également entamé le deuxième cycle d'examen de **l'Autriche, l'Allemagne et de la Suède**, en adoptant des « listes de points à traiter avant l'établissement du rapport » auxquelles les États ont douze mois pour répondre ou soumettre leur rapport selon la procédure simplifiée. Lors de la réunion du groupe de travail préalable, le Comité a adopté une liste de points à traiter par les pays qui seront examinés à la prochaine session de printemps, à savoir **la Norvège et la Turquie**.

La prochaine session et le groupe de travail préalable du Comité de la CDPH auront lieu **du 11 mars au 12 avril 2019**. Six nouveaux membres se joindront au Comité et un nouveau président sera élu. Dans la nouvelle composition du Comité, qui compte dix-huit experts, seuls trois viennent d'Europe et deux sont issus d'États membres de l'UE (Lituanie et Hongrie).

Le Comité adoptera des recommandations sur **la Norvège, la Turquie et l'Espagne** (second examen). Il lancera le deuxième cycle d'examen de **la Belgique, la République tchèque et du Danemark**. Lors de la réunion du groupe de travail préalable, le Comité adoptera des listes de points à traiter pour le premier examen de **l'Albanie, l'Estonie et la Grèce**. Il aura lieu à l'automne.

#### 4. Mise à jour par le FEPH

Le FEPH a soutenu des membres présents à Genève lors de la dernière session du Comité de la CDPH.

Nous avons participé à une formation sur la CDPH organisée en Turquie (notre vice-président Pat Clarke était présent). Un atelier sur l'examen de la CDPH est en cours d'élaboration, il aura lieu en Islande, en janvier 2019 (avec le soutien de l'Alliance internationale pour les personnes handicapées).

Nous avons également soutenu notre membre autrichien qui a soumis [des informations écrites sur les femmes et les filles handicapées](#) au Comité CEDEF pour son travail préalable en novembre.

#### 5. Actions proposées par le FEPH

- Poursuivre son soutien aux membres **avant, pendant et après l'examen** par le Comité de la CDPH en collaboration avec l'Alliance internationale pour les

**Commenté [DV3]:** Le BDF remercie l'EDF pour son soutien : Marine Uldry est très disponible et de conseil très concret



personnes handicapées ;

- S'assurer que les nouveaux membres du Comité de la CDPH sont conscients des problèmes au niveau européen ;
- Intégrer les droits des personnes handicapées dans les travaux d'autres organes de suivi des traités des Nations Unies en encourageant les membres à soumettre des rapports alternatifs à d'autres comités et à assister à l'examen à Genève (avec le soutien de l'Alliance internationale pour les personnes handicapées).

**Commenté [DV4]:** Très bien ; le rapporteur pour la BE sera pakistanais ...